

Spécial élections libanaises



*Observatoire dirigé par Barah Mikail, chercheur à l'IRIS.
En partenariat avec la Chaire Dandurand (Québec)*

■ La diaspora libanaise au Canada : entre rassemblement communautaire et reproduction des clivages politiques

- par Charlotte KARAGUEUZIAN et Rima CHOGRİ, collaboratrices à la Chaire Raoul-Dandurand, 10 juin

■ **Entretiens sur le thème : "la diaspora libanaise"** - par Charlotte KARAGUEUZIAN et Rima CHOGRİ, collaboratrices à la Chaire Raoul-Dandurand, 10 juin

■ **Elections législatives libanaises : un premier bilan** - par Barah MIKAÏL, chercheur à l'IRIS, 8 juin

■ **Les implications régionales des élections libanaises** - par Julien THÉRON, chargé de cours de géopolitique à l'université Saint-Joseph de Beyrouth, 5 juin

■ **Le Hezbollah... parti local et acteur régional** - par Fethi BOULARES, professeur de Sciences Politiques à l'Université M'hamed Bouguerra - Boumerdes (Algérie), 5 juin

■ **La difficile mission de la FINUL** - par Maha KARIM, étudiante à Sciences-Po Paris, 4 juin

<http://www.iris-france.org/informez-vous/observatoire-liban09.php>

Sur affaires-strategiques.info

Retrouvez les points de vue des chercheurs et des invités du site d'information de l'Iris :



"Les médias et le Proche-Orient : témoins ou acteurs ?" - Par Denis SIEFFERT, directeur de la rédaction de Politis et auteur de « la nouvelle guerre médiatique israélienne », 10 juin



"L'Asie au second semestre 2009" - Par Olivier GUILLARD, chercheur à l'IRIS, 10 juin



"Une analyse européenne des élections européennes" - Par Bastien NIVET, chercheur associé à l'IRIS, 9 juin



"Quelle lecture des résultats des élections européennes ?" - Par Fabio LIBERTI, chercheur à l'IRIS, 8 juin



"Européennes 2009 : la campagne électorale qui n'aura pas eu lieu" - Par Robert CHAOUAD, chercheur à l'IRIS, 5 juin



"Discours du Caire d'Obama : quelle lecture ?" - Par Pascal BONIFACE, Directeur de l'IRIS, 5 juin



"Obama's Address to the Muslim World : Perspectives of an American Expat" - Par Matthew DEARBORN, research assistant, IRIS, 4 juin



"Tiananmen, 20 ans après" - Par Fabienne CLÉROT, chercheur associé à l'IRIS, 4 juin

Dans la presse

EUROPÉENNES - "NE PAS CONFONDRE DROITE POPULISTE ET EXTRÊME DROITE"

Jean-Yves Camus par Fabrice Aubert / LCI.fr / 8 juin

Tout d'abord, il faut bien différencier les partis populistes et eurosceptiques des partis d'extrême droite proprement dit. On les assimile trop souvent, à tort, au point de créer la confusion. **SUITE PAGE 3**

CORÉE DU NORD : POURQUOI LA STRATÉGIE DU PIRE PEUT ENCORE MARCHER

Barthélémy Courmont / Contre-feux / 5 juin

La reprise de la crise nucléaire nord-coréenne, à défaut de surprendre, inquiète de nombreux observateurs. **SUITE PAGE 4**

UN TOURNANT MAIS IL FAUT PASSER DU DISCOURS AUX ACTES

Pascal Boniface par Yves Durand / Le Courrier de l'Ouest / 5 juin

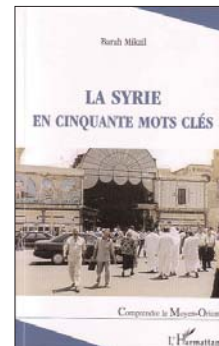
Une rupture par rapport à George Bush, certainement. Tout en célébrant l'amitié et l'alliance des États-Unis avec Israël, Obama a parlé de la souffrance des Palestiniens et de la nécessité de deux États. **SUITE PAGE 5**

VERS UNE GUERRE MONDIALE ?

Jean-Claude Lefort / Lafauteadiderot.net / 1er juin

Il est assez rare, et même exceptionnel, que des auteurs puissent publier, quatre ans après la sortie d'un premier livre nous alertant sur les risques patents du déclenchement d'une guerre mondiale, une version nouvelle de leur livre initial. **SUITE PAGE 6**

Parutions



Présentation page 10



Présentation page 11

Médias



→ TÉLÉVISION

Les élections européennes

Jean-Yves Camus par
- TF1 (8/06)
- France 24 (8/06)

L'Iran, puissance régionale

Paroles du Monde, Thierry Coville par
Public Sénat (4/06)

→ RADIO

Pakistan. Attentat à Peshawar

Karim Pakzad par Radio Algérie (10/06)

Visite de Mitchell au Proche-Orient

Barthélémy Courmont par Pierre
Boussel (Médi 1, 10/06)

Les élections européennes

> Fabio Liberti par
- Radio Vatican (8/06)
- Radio Classique (8/06)

Dans la presse

LE PAYS NE PEUT PLUS ÊTRE CONSIDÉRÉ COMME UN ÉTAT VOYOU

Olivier Guillard par Henri Vernet / Le Parisien / 29 mai

C'est le pays le plus imprévisible au monde: impossible de deviner comment il va agir demain. C'est un acteur au jeu atypique, capable d'aller au maximum de la provocation, à un millimètre du déclenchement du feu nucléaire. [SUITE PAGE 8](#)

AMBIGUÏTÉS DE LA GUERRE AU TERRORISME

Denis Sieffert / Politis / 28 mai

Il s'en est passé des événements depuis la première parution, en 2005, de l'essai de Pascal Boniface "Vers la 4e guerre mondiale?" Assez pour faire de cette nouvelle édition un objet entièrement neuf. [SUITE PAGE 9](#)

Manifestation

RESTREINT 20E CERCLE FRANCO-ALLEMAND

Jeudi 11 et vendredi 12 juin / Mulhouse

Cercle franco-allemand organisé par l'IRIS et la Friedrich Ebert Stiftung.

PUBLIC LA RÉGIONALISATION : UNE RÉPONSE A LA CRISE ? L'EXEMPLE DU PAYS BASQUE ESPAGNOL

Mardi 16 juin / 17h30-19h30 / Sciences Po Paris

Colloque organisé par l'Institut France Euskadi autour de Adrien ZELLER, Président du Conseil régional d'Alsace, Daniel PERCHERON, Sénateur du Pas-de-Calais, Président du Conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, Patxi LOPEZ, Président de la Communauté Autonome Basque, André VALLINI, Député, Président du Conseil général de l'Isère et membre du Comité pour la réforme des collectivités territoriales, Michèle SABBAN, Présidente de l'Assemblée des Régions d'Europe, Vice-Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France, chargée du personnel, de l'administration générale et des marchés publics, modéré par Pascal BONIFACE.

Renseignements et inscription : [Chrystel Libert](mailto:Chrystel.Libert@pointvirgule.com), clibert@pointvirgule.com

PUBLIC GÉOPOLITIQUE DES RESSOURCES NATURELLES RENOUVELABLES

Lundi 29 juin 2009 / 9h-18h / Institut catholique de Paris

L'IFORE (Institut de Formation de l'environnement - organisme de formation du Ministère de l'Ecologie) organise en partenariat avec l'IRIS une journée de conférences dédiée à la géopolitique des ressources naturelles renouvelables. Seront ainsi développées les thématiques suivantes : état des services de la nature; activité humaine comme source de dégradation de l'environnement et menace pour la sécurité internationale ; multinationales et instances internationales : aide ou frein pour le développement ; géopolitique des ressources...

Inscription gratuite et obligatoire avant le 19 juin, dans la limite des places disponibles auprès de l'IFORE: www.iris-france.org/docs/pdf/up_docs_bdd/20090525-174150.pdf

3èmes Cycles

INSTITUT PRIVÉ DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES diplômes de niveau Bac +4 et Bac +5

OUVERTURE DES INSCRIPTIONS POUR 2009-10

IPRIS 1^{ère} année - Niveau Bac +4, accessible après une licence

- > DIPLOME PRIVÉ D'ÉTUDES FONDAMENTALES **RELATIONS INTERNATIONALES**

IPRIS 2^{ème} année - Niveau Bac +5, accessible après une maîtrise ou un Master I

- > DIPLOME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES **RELATIONS INTERNATIONALES**
- > DIPLOME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES **DÉFENSE, SÉCURITÉ ET GESTION DE CRISE**
- > DIPLOME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES **GÉOÉCONOMIE ET INTELLIGENCE STRATÉGIQUE**
- > DIPLOME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES **ÉTUDES EUROPÉENNES**
- > DIPLOME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES **ACTION INTERNATIONALE ASSOCIATIVE ET COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE**
- > DIPLOME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES **LES MÉTIERS DE L'HUMANITAIRE**

Présentation de l'école et de nos programmes,
demandes de dossier d'inscription sur

www.iris-france.org

Médias

- > Jean-Yves Camus par - Judaïques FM (8/06)
- France Inter (8/06)
- Radio Alger (8/06)
- Radio Shalom (8/06)

Les élections législatives libanaises

- Barah Mikail par - RFI (8/06)
- la Radio algérienne (8/06)

Iran: élections, nucléaire et équilibre régional

- Géopolitique*, Jean-Pierre Maulny par RFI (6 et 7/06)

Corée du Nord

- La Société des Nations*, Olivier Guillard par France Culture (4/06)

Visite du Dalaï Lama

- Jean-Vincent Brisset par la BBC (4/06)

Discours d'Obama au Caire

- > Didier Billion par Médi 1 (8/06)
- > Barah Mikail par - Radio Orient (4/06)
- Radio suisse romande (4/06)

L'authentification des communiqués de groupes terroristes

- Jean-Vincent Brisset par Radio suisse (3/06)

Réadmission de Cuba à l'OEA

- Jean-Jacques Kourliandsky par Médi 1 (3/06)

→ PRESSE ÉCRITE

L'Asie du Nord Est face à la crise

- Barthélémy Courmont par Diploweb (10/06)

Pakistan. Attentat à Peshawar

- Karim Pakzad par Sophie Coins (20 Minutes, 10/06)

Les élections européennes

- > Jean-Yves Camus par - AFP (8/06)
- Estadao (8/06)
- Agence hongroise MTI (8/06)
- > Fabio Liberti par - Métro (6/06)
- Estadao (31/05)

Discours d'Obama au Caire

- Pascal Boniface par Charlotte Bozonnet (l'Humanité dimanche, 4/06)

Les inégalités fragilisent la République islamique d'Iran

- Thierry Coville par Alternatives Internationales (juin)

Quelle(s) coopération(s) régionale(s) autour de la mer Noire?

- Laure Delcour par Questions Internationales (mai/juin)

Abonnement

Désinscription sur simple demande à : contact@iris-france.org

EUROPÉENNES - "NE PAS CONFONDRE DROITE POPULISTE ET EXTRÊME DROITE"

Jean-Yves Camus par Fabrice Aubert / LCI.fr / 8 juin

Qui sont ces partis populistes et d'extrême droite qui ont réalisé de bons scores aux Européennes ?

Tout d'abord, il faut bien différencier les partis populistes et eurosceptiques des partis d'extrême droite proprement dit. On les assimile trop souvent, à tort, au point de créer la confusion.

La science politique distingue ainsi trois vagues de partis d'extrême droite en Europe après 1945 - le FN fait partie de la 3e. J'en ajoute désormais une 4e, celle des "droites radicalisées, xénophobes et populistes". Ce sont des mouvements issus de la droite démocratique et qui en font toujours partie. Ils ont simplement adopté un agenda plus dur sur les questions d'immigration, de multiculturalisme et d'identité nationale, avec un point commun : une défiance vis-à-vis de l'islam. On peut par exemple intégrer dans cette mouvance le PVV de Geert Wilders aux Pays-Bas, Philippe de Villiers en France, le parti du président Lech Kaczynski en Pologne ou encore, en dehors de l'UE, l'UDC en Suisse.

Mais ces partis n'ont rien en commun avec des formations d'extrême droite pure et dure comme le British national party, néofasciste, antisémite et négationniste. C'est donc méconnaître le sujet de les classer dans la même catégorie et même contre-productif. L'exemple Geerts Wilders montre bien que les thématiques xénophobes peuvent prendre racine à l'intérieur des droites démocratiques.

"Abstention, conjoncture nationale, Turquie"

Comment expliquer cette percée, soit des partis populistes, soit de l'extrême droite ?

Il y a plusieurs raisons. Tout d'abord, en Europe centrale et orientale, par un taux de participation extrêmement faible. Dans cette région, l'enjeu des Européennes est secondaire. Or l'abstention massive facilite l'expression des extrémismes politiques et des eurosceptiques, qui sont toujours très mobilisés. Ensuite, par des conjonctures proprement nationales : en Hongrie, par exemple, la coalition de gauche au pouvoir est totalement discréditée, au point que le Premier ministre a été contraint de démissionner.

Il y a également eu des incertitudes sur le contenu même de la géographie de l'Europe : doit-elle englober ou exclure la Turquie ? Le sujet a été mis en avant par Geert Wilders, par la Ligue du Nord en Italie ou par le parti Ataka en Bulgarie, voisine de la Turquie. Il a fortement mobilisé. De son côté, si la question des flux migratoires a été secondaire en France, elle a en revanche été très importante sous la forme du multiculturalisme. Silvio Berlusconi a ainsi affirmé que l'Italie n'était pas multiculturelle.

Enfin, il y a un réel problème de légitimité des instances européennes. Les citoyens estiment que la Commission européenne, non élue au suffrage universel, a trop de pouvoirs par rapport au Parlement. De même, le fait que le Parti populaire européen et le Parti socialiste européen trouvent très souvent des accords sur la plupart des sujets, donne l'impression que le système est totalement verrouillé. Il y a sans doute eu une

volonté de le faire tanguer. Malgré tout, les populistes et l'extrême droite, tout comme les altermondialistes et eurosceptiques de gauche, resteront marginaux dans le nouveau Parlement.

Généralement, la crise économique profite également aux extrêmes.

Tout à fait. Mais paradoxalement, sur ce point précis, la crise a incité les Européens à favoriser les partis de gouvernement. On sait que l'on est installé durablement dans la crise. Et plutôt que voter pour des partis qui rejettent le système dans son ensemble et n'ont guère de chances de parvenir au pouvoir, on mise sur les capacités des gouvernements en place de trouver des solutions pratiques et concrètes. Et peu importe si la crédibilité de ces solutions est sujette à caution. Comme le modèle social-démocrate en crise, y compris auprès des classes populaires qui étaient traditionnellement favorables aux socialistes, les électeurs ont donc fait confiance, dans la majorité des pays, à des partis de droite.

"Scores durables en Europe de l'Est"

Les droites populistes et l'extrême droite peuvent-elles rééditer leurs bons scores lors de futures élections nationales ?

En Europe de l'Est, ce ne sera pas uniforme. En Pologne, l'extrême droite semble définitivement marginalisée. Mais ailleurs, c'est probable en raison du manque de confiance dans les élites et de la corruption. En outre, l'intégration dans l'UE rend ces pays d'Europe centrale et orientale plus sensibles à la crise des pays de l'Ouest. Auparavant, sous le système soviétique, ils étaient épargnés. Il peut donc y avoir un sentiment de nostalgie. Mais comme il n'y a plus d'extrême gauche, voire de gauche, dans ces pays, le mécontentement s'exprime dans le populisme.

Et en Europe de l'Ouest ?

Aux Pays-Bas, Geert Wilders devrait rééditer sa performance. Pour le BNP, en raison du mode de scrutin au Royaume-Uni (*ndlr : scrutin uninominal majoritaire à un tour*), ce sera très difficile. Les électeurs privilégieront le vote utile. Les seules élections où il peut percer, ce sont l'équivalent des municipales et les Européennes. ■

CORÉE DU NORD : POURQUOI LA STRATÉGIE DU PIRE PEUT ENCORE MARCHER

Barthélémy Courmont / Contre-feux / 5 juin

La reprise de la crise nucléaire nord-coréenne, à défaut de surprendre, inquiète de nombreux observateurs. Dans le même temps, certains se demandent si Pyongyang ne va pas trop loin, et risque de s'enfermer dans une impasse qui la mènera à sa perte. Pourtant, cette stratégie du pire risque, une fois de plus, de payer.

La guerre improbable

Le régime nord-coréen agite la menace nucléaire à la manière d'un fou, mais il ne faut pas se fier aux apparences. Tous les faits et gestes de Pyongyang sont ainsi savamment dosés, et relèvent d'une stratégie de survie qui fait du nucléaire nord-coréen une arme plus défensive qu'offensive. Rien d'irrationnel donc dans les gesticulations d'un pays totalement isolé, et qui sait parfaitement deux choses : d'une part, ces gesticulations sont sa seule chance de survie, tant l'ouverture devrait selon toute probabilité être fatale aux dirigeants nord-coréens ; d'autre part, la guerre est hautement improbable dans la région, personne n'ayant intérêt à voir une Corée du Nord devenir un problème sanitaire ingérable, que ce soit Séoul, Tokyo, Pékin ou même Washington. Qui dit prolifération, même inquiétante, ne veut pas forcément dire risque imminent de confrontation.

C'est en partie pour cette raison que le dossier nucléaire nord-coréen ne peut être traité de la même manière que celui de l'Iran, où les risques de confrontation sont nettement plus grands. C'est également pour cette raison que, sans exclure les risques potentiels, et sans bien sûr soutenir un régime en tous points critiquable, il convient de reconnaître qu'on peut s'accommoder d'une Corée du Nord nucléaire (comme on le fait d'ailleurs depuis trois ans), là où cela est impossible dans le cas de l'Iran. Comme quoi la non prolifération doit aussi parfois faire des concessions.

Un marchandage permanent marqué de succès

C'est justement cette stratégie du pire qui permet au régime d'assurer sa survie.

Le chantage nucléaire nord-coréen, qui lui permet de marchander une baisse de sa menace en échange d'une aide énergétique et économique et de garanties sécuritaires a payé à plusieurs reprises, en particulier lors des accords de la KEDO en 1994 et plus récemment, en 2007. Malgré l'essai nucléaire d'octobre 2006, perçu à l'époque comme l'excès de trop, ce marchandage n'a jamais vraiment été remis en ques-

tion, et permet encore aujourd'hui à un régime anachronique d'exister dans un environnement qui lui est de plus en plus hostile. D'une certaine manière, l'impasse nord-coréenne date de la fin de la Guerre froide, et Pyongyang a lentement appris à survivre dans un environnement qui lui est très hostile depuis vingt ans. Il s'agit d'une stratégie, certes du pire, mais une stratégie quand même. Et c'est justement cette stratégie du pire, pour ne pas dire cette impasse, qui permet au régime d'assurer sa survie.

Washington n'a d'autre choix que de discuter

Washington a une marge de manœuvre très limitée.

Les Etats-Unis ont toutes les raisons de se sentir trahis par la Corée du Nord, en particulier après les multiples gestes de compromis de ces derniers mois. Pour autant, et à moins de se lancer dans une aventure militaire que le Sénat ne cautionnera de toute façon pas (rappelons que Washington est actuellement engagé dans deux conflits coûteux), la première puissance mondiale a une marge de manœuvre très limitée.

Par ailleurs, Barack Obama ne peut se permettre de remettre en question sa stratégie de main tendue, parce qu'elle est la seule susceptible de marcher (à l'inverse d'une approche plus brutale, qui a montré ses limites sous l'administration Bush), mais aussi parce que cela enverrait de mauvais messages aux autres Etats dits voyous, Washington s'efforçant de restaurer le dialogue depuis plusieurs mois. Dans ces conditions, et les Nord-Coréens le savent parfaitement, l'administration Obama n'a pas d'autre possibilité que de discuter à nouveau, comme l'administration Bush en son temps. ■

UN TOURNANT MAIS IL FAUT PASSER DU DISCOURS AUX ACTES

Pascal Boniface par Yves Durand / Le Courrier de l'Ouest / 5 juin

Le discours d'Obama, hier, en Egypte, était très attendu. Est-ce un tournant ?

Une rupture par rapport à George Bush, certainement. Tout en célébrant l'amitié et l'alliance des États-Unis avec Israël, Obama a parlé de la souffrance des Palestiniens et de la nécessité de deux États. Il a abordé toutes les questions, y compris celles qui fâchent. Mis à part les plus extrémistes, le discours aura été bien reçu. Mais il faut maintenant passer aux actes et exercer des pressions sur Israël. Il y a deux obstacles : la division des Palestiniens eux-mêmes - à ce propos, Obama a reconnu la place du Hamas, il prend en compte sa réalité et son influence et c'est un vrai changement. L'autre obstacle, c'est le gouvernement israélien, qui est le plus à droite de l'existence d'Israël.

En quoi le sort des Territoires palestiniens est-il un enjeu qui dépasse le Proche-Orient ?

C'est devenu une cause symbolique dans l'ensemble du monde arabe et du monde musulman. Une cause emblématique du double discours occidental qui prône la démocratie et les libertés des peuples, et qui ne les applique pas aux Palestiniens. Cette politique provoque la haine et le ressentiment. Le conflit, s'il n'est pas résolu, risque d'entraîner la planète entière vers une catastrophe assurée.

Votre livre accuse les États-Unis de faire preuve d'une tolérance coupable à l'égard des gouvernements d'Israël, d'élargir le fossé avec le monde musulman même modéré et d'attiser les haines et les dangers...

Oui, en appuyant de façon trop inconditionnelle la politique israélienne, les États-Unis sont partie au conflit. Obama s'en démarque donc. Il a conscience des enjeux. Paradoxalement, le fait que le gouvernement israélien soit autant à droite peut rendre plus facile la mise en place de pressions... Régulièrement, les espoirs qu'on plaçait dans le processus de paix ont été déçus. On peut être plus optimiste aujourd'hui. ■

VERS UNE GUERRE MONDIALE ?

Jean-Claude Lefort / Lafauteadiderot.net / 1er juin

Il est assez rare, et même exceptionnel, que des auteurs puissent publier, quatre ans après la sortie d'un premier livre nous alertant sur les risques patents du déclenchement d'une guerre mondiale, une version nouvelle de leur livre initial. Une version certes actualisée mais non pas modifiée en ses fondements. Quand on peut s'adonner à cet exercice, c'est que l'auteur du livre initial voyait juste - " terriblement " juste en l'espèce - et que les événements nombreux survenus depuis, qui auraient pu faire fondre son raisonnement comme neige au soleil, sont venus au contraire renforcer son opinion et ses analyses prémonitoires, en quelque sorte. C'est assez rare pour être souligné d'emblée car combien de livres éphémères en cette matière.

C'est ce que vient de faire Pascal Boniface, directeur de l'IRIS, avec la sortie, non pas revisitée mais actualisée, de son livre fondamental : " Vers la 4ème guerre mondiale ? "

La question qu'il pose, ou plutôt la démonstration rigoureuse qu'il fait, aboutissant à cette interrogation en forme d'affirmation suspendue, car si tout est possible rien n'est jamais fatal, est suffisamment sérieuse pour que les médias, qui connaissent les travaux de l'auteur, son sérieux, ses sources d'information incontestables, les médias donc devraient lui ouvrir tout grand leurs plateaux, leurs micros ou leurs colonnes pour qu'il s'explique. Il n'en va rien de moins, en effet, que de l'existence humaine sur la planète, et dans le " meilleur " des cas du devenir chaotique mais durablement dangereux des relations internationales. Au lieu de cela, c'est un silence assourdissant.

C'est une question sérieuse, s'il en est, mais le simple citoyen est loin de mesurer qu'elle se pose aujourd'hui et qu'elle n'est pas du tout résolue dans un sens qui pourrait l'amener à être soulagé. Alors on préfère lui offrir les jeux du cirque, le Loto, le " Qui veut gagner des millions ? " et autres anesthésiants du même acabit.

On est donc amené logiquement à se poser la question : mais pourquoi donc sur un sujet aussi sérieux et vital, cette chape de plomb ?

La lecture de ce livre nous apporte une explication qui est loin d'être flatteuse pour ces censeurs irresponsables : les stratégies mises en œuvre aujourd'hui par les puissances dominantes - qui sont donc délibérées - ne sont rien de moins que porteuses, en toute connaissance de cause, d'une guerre mondiale.

On pourrait se dire : " Mais c'est trop grave il faut alerter l'opinion ! ". Ce serait logique si, comme il serait normal, on veut empêcher que le pire ne se produise. Mais si on le faisait, alors on ne verrait que de trop que leur responsabilité est manifeste et accablante. Et évidemment il faut cacher cela au " bon peuple ".

Pascal Boniface, avec son livre, rompt le silence contenu en

lui. On le sent à le lire. Son livre est une alerte " rouge " basée, comme le font les " scientifiques ", non pas sur des hypothèses mais sur des faits réels, prouvés et incontestables. C'est pourquoi, pour peu que son livre soit largement connu par l'opinion publique, celle-ci se mobiliserait pour empêcher absolument cette folle course vers " l'abîme déluqe " que les " Grands qui nous gouvernent " nous préparent. Sciemment. Mais bien loin de tout regard. Secrètement, presque.

Je ne veux ni ne peux ici résumer ce livre, un livre dense mais d'une lecture aisée et accessible au plus grand nombre. Ce n'est pas du BHL ou du Glucksmann qui vous embrouille pour peu que vous parveniez à les lire. Il leur échoit de rendre présentable ou acceptable ce qui ne l'est pas ! Contorsions verbales confuses et mensongères poudrée de philosophie de bazar font le reste. Incompréhensibles à l'évidence, ineptes de manière flagrante, égocentrés à coup sûr mais qu'importe, ils ont " table ouverte " à TF1 ! Notamment.

Je ne résumerai pas, car ne le peux, ce livre d'opinion et de géostratégie d'autant plus que mon message principal, après avoir lu ce livre d'une traite, est simple : " Courez vite l'acheter ! Organisez des rencontres avec l'auteur ! Faites la chaîne pour la paix ! Et vite, car il y a urgence. "

Mais on comprendra, que dans des temps pas si anciens, ayant suivi cela avec une attention toute particulière ces questions à la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, je décide d'écrire - ce qui est très rare - une présentation de ce livre.

En effet, Pascal Boniface évoque avec son travail couché sur papier " une quatrième guerre mondiale ". Pourtant il n'y a pas eu de 3ème ! Si, la " troisième " s'étant terminée dans un fracas inévitable avec la fin du monde bipolaire - Est-Ouest. Elle n'a cependant pas, fort heureusement, donné lieu à une guerre " chaude ". Les camps en présence à l'époque étaient également équipés militairement et non sans heurts ils se sont tenus en respect jusqu'à ce que l'un des deux chute sous le poids de ses propres contradictions avec un coup d'épaules, pour accélérer le mouvement, de la part de l'Ouest. Celui-ci s'est empressé de déclarer " la fin du monde ", pas la fin physique du monde mais la fin de l'histoire en termes de choix différents autre que le modèle triomphant.

Cette " quatrième guerre mondiale " dont parle, pour nous alerter vivement, Pascal Boniface est bien différente de la précédente.

Depuis que le monde n'est plus lisible comme il l'était avant avec sa grille de lecture simple, bipolaire et binaire - Est contre Ouest - " on " a introduit une nouvelle dimension autrement moins claire, autrement moins définissable et atteignable, une course contre un adversaire qui peut durer des lustres. Un adversaire sorte de " furet " qui est passé effectivement par ici et qui à coup sûr repassera par là.

Car il faut toujours un ennemi pour régner en maître. Dans son livre, Pascal Boniface rapporte cette phrase qui ne manque pas de sel, d'un conseiller diplomatique de M. Gorbatchev, Gueorgui Arbatov de son nom, annonçant malicieusement en 1987 à ses interlocuteurs américains : " Nous allons vous rendre le pire des services : vous priver d'ennemi. "

Mais l'ennemi nouveau est vite arrivé, pour les occidentaux, sorti tout droit de quelque école de Chicago ou d'ailleurs : le " choc des civilisations ", le monde musulman et l'Islam, seraient devenus l'ennemi. Et pas n'importe lequel. Un ennemi particulièrement dangereux et très différent du précédent, car insaisissable, divers, une nébuleuse non organisée à la manière d'une armée. Un point commun à cet ennemi : il est classable dans la rubrique par eux concoctée de " terroriste ". La version " douce " de cette thèse étant : " Non pas que tous les musulmans soient terroristes, mais tous les terroristes sont musulmans ", comme le note Pascal Boniface.

Et de fait des événements tragiques sont intervenus, notamment aux USA, en septembre 2001. Pour la première fois, un Etat à l'apogée de sa grandeur a été frappé en plein cœur. Ce qui indique que la supériorité militaire ne fait plus tout pour assurer la sécurité. Et depuis, si Ben Laden n'a (curieusement) toujours pas été attrapé, face à cet " adversaire ", une seule réponse basée sur la force a été mise en œuvre. Une politique qui, comme le remarque l'auteur, n'a qu'une façon d'aborder le problème : la force brutale des armes. Non pas qu'il ne faille pas se protéger. Mais l'éradication des causes est plus efficace que celle des effets, laquelle provoque une véritable montée de haine contre l'Occident de la part du monde musulman. C'est un engrenage fou qui est à l'œuvre. Fou et dangereux. Plus il y a de coups violents et militaires portés de manière aveugle mais systématique et plus le fondamentalisme monte en écho. Et le terrorisme prétendument adversaire déclaré.

En toute chose c'est une solution politique qui peut avoir raison et nous éviter le pire, nous dit ce livre. Loin d'éradiquer le " terrorisme " cette politique lui donne une matière propice à prospérer, c'est son engrais. Car la haine qu'elle provoque inévitablement accouche de radicalismes encore plus nombreux.

Mais on retiendra toute son attention sur la thèse centrale de Pascal Boniface. Le cœur du cœur de tout cela, pour lui, c'est le conflit israélo-palestinien. C'est sa thèse principale que je partage totalement. Il n'affirme pas, il la démontre comme il souligne comment et pourquoi, dans cette optique, Israël bénéficie de cette protection sans faille qui place ce pays au dessus du droit international. Et il est encouragé à le faire puisque ce pays, qui bafoue et foule aux pieds non seulement le droit mais ses propres engagements, connaît une incroya-

ble impunité. Une totale et absolue impunité. C'est un cas unique au monde.

Au terme de son raisonnement, plus exactement de sa démonstration étayée avec soin et rigueur, sans manichéisme d'aucune sorte, Pascal Boniface en arrive à cette conclusion : l'épicentre de tous les dangers mondiaux qui nous guette aujourd'hui c'est cela, le conflit israélo-palestinien. La centralité de ce conflit pour le présent et l'avenir du monde est clairement établie.

Car avec raison il écrit à propos de ce conflit qui n'en finit pas de durer tandis que la solution est connue mais qu'on se refuse à imposer, uniquement, encore, dans ce cas, et en totale contradiction avec le chapitre VII de la Charte des nations unies. " La paix est un choix difficile mais hasardeux. Mais l'absence de paix est la garantie de la catastrophe qui ne concerne pas les seuls Israéliens et Palestiniens. Car chaque jour qui passe et qui ne nous rapproche pas de la paix élargit le fossé entre le monde musulman et le monde occidental ". Et l'auteur enfonce le clou : " Cet état de guerre permanent ne sera pas confiné au seul Proche-Orient et au fur et à mesure, il y aura contagion dont nous ferons les frais ".

La nouvelle direction israélienne extrémiste totale (qu'on reçoit sans scrupules sous les lambris dorés de la République) n'a qu'un objectif au demeurant déclaré : frapper l'Iran. Imaginez un instant la somme des réactions qui s'enchaîneraient. Pascal Boniface ne pourrait plus écrire de livres, et nous ne pourrions plus les lire. Des livres qui seraient intitulés : " Vers une 4ème guerre mondiale ? " ne seraient plus. Plus de livres de ce type pour nous alerter. Il y aurait une guerre mondiale sans point d'interrogation.

L'avenir du monde contemporain se joue là-bas, et cela on ne nous l'avait pas dit, on reste à ne rien faire pour régler cet " épicentre " de l'instabilité internationale à partir duquel prolifèrent tous les risques encourus.

Allez vite, encore une fois, acheter le livre de Pascal Boniface. Et offrez-le, à coup sûr, ceux qui sont spectateurs d'un monde rendu incompréhensible volontairement, deviendrons des acteurs d'un monde qui soit au moins un monde de paix. Et donc de justice. C'est trop sérieux pour s'abstenir de le faire. ■

LE PAYS NE PEUT PLUS ÊTRE CONSIDÉRÉ COMME UN ÉTAT VOYOU

Olivier Guillard par Henri Vernet / Le Parisien / 29 mai

Faut-il avoir peur de la Corée du Nord ?

C'est le pays le plus imprévisible au monde, impossible de deviner comment il va agir demain. C'est un acteur au jeu atypique, capable d'aller au maximum de la provocation, à un millimètre du déclenchement du feu nucléaire. A cause de cette instabilité, la Corée du Nord fait peur. On ignore à peu près tout de ce qui se passe dans les coulisses du pouvoir à Pyongyang. Ses dirigeants cherchent-ils à mobiliser leur population en défiant le monde ? Veulent-ils frapper l'opinion internationale, et en priorité le nouveau gouvernement de Barack Obama ?

Leur programme nucléaire est-il plus ou moins avancé que celui de l'Iran ?

Beaucoup plus. Les Iraniens sont en phase d'acquisition. Pour les Nord-Coréens, on savait depuis 2006 qu'ils disposaient d'un savoir-faire nucléaire, civil et militaire. Mais leur essai de 2006 n'avait pas paru concluant. Cette fois, les mesures relevées lundi dernier prouvent qu'il s'agit d'un véritable essai atomique, de plusieurs kilotonnes.

Par rapport à la bombe d'Hiroshima, est-ce important ?

On ne peut pas comparer. C'est un essai souterrain, qui ne vise pas à faire un maximum de dégâts. Ce qui aggrave la situation, c'est que les Nord-Coréens possèdent des missiles. Reste à savoir s'ils ont la technique pour miniaturiser l'arme nucléaire : en clair, pour en faire une bombe placée sur un missile balistique. Ils semblent en bonne voie...

Quels sont les pays menacés ?

Ces essais ne visent pas à menacer directement les pays voisins de Pyongyang, à commencer par la Corée du Sud ou le Japon. Le but du régime est de s'imposer comme une priorité sur l'agenda du président Obama. La Corée du Nord est vexée de passer au second plan, après le Proche-Orient, l'Afghanistan ou le Pakistan, malgré son armée d'un million d'hommes, ses tirs de missiles et ses essais atomiques.

Qu'attend-elle d'Obama ?

Elle veut réintégrer le cercle des nations fréquentables, ne plus être considérée comme un Etat voyou. Cela passe par un rétablissement des relations avec l'acteur majeur des relations internationales, les Etats-Unis. Pour y parvenir, les Nord-Coréens se livrent à une série de provocations, en escomptant que les grandes capitales, de Pékin à Moscou en passant par Tokyo, finiront par céder en leur accordant cette " réhabilitation ".

Comment est organisé ce régime ?

Il y a un Parti des travailleurs nord-coréens (comparable au PC chinois), qui travaille main dans la main avec l'armée et est associé au pouvoir. C'est la cuirasse du régime. Au sommet, il y a la dynastie de la famille Kim. Le " cher dirigeant " actuel, Kim Jong-il, a succédé au " grand dirigeant " Kim il-Sung. Il n'est pas en bonne santé, a subi une attaque cérébrale l'été dernier et doit donc préparer un successeur. Il a désigné son troisième fils, un gamin de 28 ans inapte à diriger une puissance nucléaire.

N'y a-t-il pas d'opposition ?

Non. Dès qu'une tête dépasse, elle est coupée. Mais la prochaine architecture du pouvoir devrait être différente, avec plus de pouvoirs pour les militaires. Le jeune Kim sera là pour la galerie. C'est sur ce fond mouvant que se déroule la crise. Au sein de l'armée, des officiers sont mécontents de la participation du pays aux discussions sur un programme de dénucléarisation, en échange de contreparties financières et diplomatiques. C'est peut-être pour apaiser cette grogne que Pyongyang a choisi de montrer les muscles. ■

AMBIGUÏTÉS DE LA GUERRE AU TERRORISME

Denis Sieffert / Politis / 28 mai

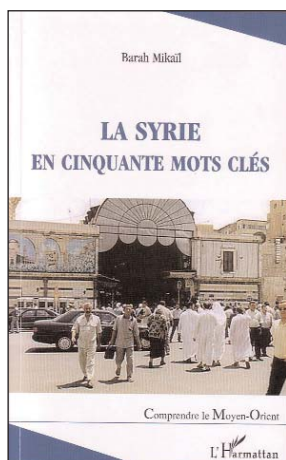
Il s'en est passé des événements depuis la première parution, en 2005, de l'essai de Pascal Boniface *Vers la 4e Guerre mondiale?* Assez pour faire de cette nouvelle édition un objet entièrement neuf. Dans le brasier du Moyen-Orient, que l'auteur analyse depuis des années comme "central" pour la planète entière, la victoire électorale du Hamas, en janvier 2006, puis la prise de contrôle de Gaza par le même mouvement islamiste, puis la guerre du Liban, en juillet et août 2007, et enfin l'offensive israélienne sur Gaza de décembre et janvier derniers ont profondément transformé la donne politique. Il y faut ajouter la victoire de la droite extrême en Israël, en février 2009, et l'arrivée trois semaines plus tôt de Barack Obama à la Maison Blanche.

Si la donne politique, certes, est transformée, à aucun moment cependant l'analyse des tendances lourdes de notre époque, qui ont fait la substance de la première édition, n'a été démentie. Le spectre de la 4e guerre mondiale est moins que jamais écarté. Après les deux premières guerres, la Guerre froide entre les deux blocs Est-Ouest, la généralisation d'une guerre dite "contre le terrorisme" continue de se profiler. Il ne s'agit évidemment pas pour Pascal Boniface de reprendre une dénomination estampillée "néoconservateurs" américains car, pour lui, le "terrorisme" n'est pas une idéologie. Il n'est surtout pas cette idéologie qu'un Occident judéo-chrétien aurait pour mission d'endiguer. C'est au-delà du mot, du "choc des civilisations" dont il est question. C'est-à-dire de la prophétie autoréalisatrice du politologue américain Samuel Huntington.

Boniface montre comment la récupération idéologique de la lutte contre le terrorisme a fini par convaincre les opinions publiques que l'on était entré dans l'ère de vastes affrontements interculturels et interreligieux. Le directeur de l'Iris s'efforce de réfuter les fondements idéologiques de ce discours, sans pour autant conclure que cet affrontement n'aura pas lieu, ni même qu'il ne se manifeste pas déjà. Pour que cette guerre mondiale soit évitée, il faudrait, selon lui, que les

Etats-Unis dissocient leur sort de celui d'Israël et reprennent conscience de leurs intérêts vitaux. Autrement dit, de la nécessité d'éviter un affrontement idéologique global avec le monde arabo-musulman.

L'auteur souligne les incidences profondes des guerres américaines et israéliennes. Il cite à l'appui de sa thèse l'exemple de l'augmentation du port du voile dans des universités tunisiennes au lendemain du déclenchement de la guerre d'Irak, en mars 2005, et les aveux du prince saoudien Abdallah prévenant un possible renversement d'alliance de son pays dans l'hypothèse où Washington poursuivrait sa politique anti-arabe. Sans doute Barack Obama a-t-il compris tout cela. Mais il n'est pas seul maître du jeu; il doit compter avec Israël. Et ce n'est pas gagné. ■



LA SYRIE EN CINQUANTE MOTS CLÉS

de **BARAH MIKAÏL**

L'Harmattan, Paris, 2009, 184 p.

La Syrie demeure un pays très mal compris en général. Et pour cause : le pouvoir qui la régit n'a jamais réellement cherché à communiquer sur ses ambitions, la nature de ses politiques, et ses propres réalités. Cette situation, combinée à son recours à une rhétorique agressive, et à son maniement de politiques régionales comme nationales raides, en ont dès lors fait aux yeux des opinions publiques internationales l'exemple d'un État qu'il ne fait pas bon fréquenter.

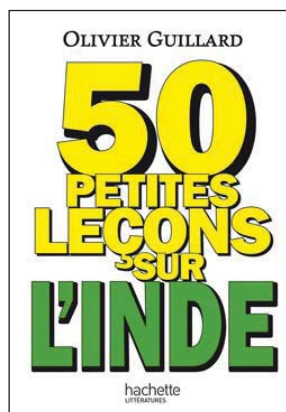
Or, une analyse plus en profondeur des réalités syriennes conduit rapidement à en saisir les nuances, les particularités et les éléments qui en font, au final, un pays pas comme les autres. L' " enfant terrible du Proche-Orient " est en effet loin de pouvoir être rangé dans la catégorie des dictatures irrécupérables. Plus que tout, la modestie et la rationalité dans l'approche des perspectives syriennes s'imposent, particulièrement à un moment où le Proche-Orient continue à connaître des convulsions toujours aussi peu rassurantes.

C'est ainsi que Barah Mikail signe ici un ouvrage qui contredit bien des idées reçues sur un pays qu'il importe de bien comprendre si l'on veut saisir pleinement les réalités du Proche-Orient.

*Barah Mikail est chercheur à l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques, spécialiste du Moyen-Orient, ainsi que de la Géopolitique de l'eau. Il est également membre du comité de rédaction de la revue Confluences Méditerranée. Auteur de nombreux articles spécialisés, il a aussi publié **La politique américaine au Moyen-Orient** (Daloz/IRIS, 2006) et **L'eau, source de menaces ?** (Daloz/IRIS, 2008).*

Collection Comprendre le Moyen-Orient

EN LIBRAIRIE



50 PETITES LEÇONS SUR L'INDE

de **OLIVIER GUILLARD**

Hachette, Paris, 2009, 164 p.

Au-delà des clichés associés depuis toujours à ce pays d'Asie, que connaît-on finalement de l'Inde? La patrie de Gandhi n'est-elle encore que pauvreté et sous-développement? Le Taj Mahal, les palaces des maharadjahs, la cité sacrée de Bénarès, brillent-ils toujours de leur envoûtante magie? Cette démographie galopante et son milliard d'individus sont-ils entrés dans le III^e millénaire ou demeurent-ils retenus loin du monde moderne et de la globalisation? L'Inde contemporaine bouge, ses dirigeants s'affairent, dans un seul but : projeter "l'Inde qui brille" dans le XXI^e siècle. Quitte pour cela à présenter à la face du monde ses seuls aspects glamour (Bollywood), ses réussites indiscutables (croissance économique; prouesses informatiques), ses ambitions (place de membre permanent au Conseil de sécurité des Nations unies).

L'Inde de 2009, c'est naturellement tout cela... mais également beaucoup d'autres choses moins étincelantes : la pauvreté et la discrimination du système des castes demeurent d'actualité, la sous-alimentation, une fatalité pour un cinquième de la population, le terrorisme, la corruption, une réalité quotidienne pour des dizaines de millions d'Indiens. Avoir une compréhension "honnête" de ce vaste pays abritant un individu de la planète sur six passe par la prise en compte de l'ensemble de ce panorama hétéroclite. Une découverte et une initiation rendues possibles par ces 50 petites leçons.

Olivier Guillard est directeur de recherches Asie à l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques et directeur de l'information chez Crisis Consulting. Il a travaillé plusieurs années au ministère de la Défense et a publié divers ouvrages sur la scène politique et stratégique du sous-continent indien.

Collection Essais et Documents

EN LIBRAIRIE